



STRATÉGIE FRANÇAISE 2017-2021 POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'INSERTION

FICHE REPÈRES



La France a fait de l'éducation, de la formation et de l'insertion de sa jeunesse une priorité nationale. Elle porte résolument cet engagement sur la scène internationale et renouvelle sa stratégie dans ce secteur, avec pour objectif d'accompagner les transitions démographique, économique, écologique et technologique dans les pays en développement.

250 MILLIONS

C'est le nombre d'enfants et d'adolescents dans le monde qui ne savent ni lire ni écrire, même après avoir passé quatre ans à l'école.

Source: Unesco, 2014.

“ L'éducation promeut l'égalité et permet d'échapper à la pauvreté. Elle apprend aux enfants à devenir de bons citoyens. L'éducation n'est pas le privilège de quelques-uns, elle est pour tout le monde. Elle est un droit fondamental. ”

Ban Ki-moon, ancien secrétaire général des Nations unies.

De quoi s'agit-il ?

Placée sous la responsabilité de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international (DGM) du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), cette stratégie a été réalisée en étroite collaboration avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture et le Secrétariat général des ministères sociaux, ainsi qu'avec l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France. Elle a également associé les organisations de la société civile pour relever les défis dans ce secteur, qualifié de prioritaire par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement.

Besoins en éducation, en formation professionnelle et en insertion dans le monde

D'importants progrès ont été réalisés depuis 2000. Ils ont permis de réduire de moitié le nombre d'enfants non scolarisés. Mais **263 millions d'enfants et d'adolescents n'ont toujours pas accès à l'éducation, principalement en Afrique subsaharienne**, et dans les pays du Sahel, la moitié des enfants atteignent l'adolescence sans maîtriser les apprentissages de base. Les voies de formation postprimaire sont par ailleurs peu nombreuses et peu diversifiées, ce qui pèse sur l'insertion des jeunes, alors que près d'un milliard de personnes entreront sur le marché de l'emploi d'ici 2025.

Mobiliser la communauté internationale

La résilience des sociétés repose sur un corps social éduqué, intégré, adhérent à un projet collectif. L'éducation, la formation et l'insertion des jeunes participent sur tous les territoires à la nécessité d'ouverture à l'autre, au développement d'une citoyenneté mondiale et à la compréhension du monde global contemporain.

Les externalités positives de l'éducation et de la formation en font de plus **un des investissements les plus durables et les plus rentables à long terme**.

En septembre 2015, la communauté internationale s'est fixé 17 objectifs de développement durable (ODD) à atteindre d'ici 2030, dans la continuité des objectifs du millénaire pour le développement.

Réaliser l'ODD 4 nécessite d'**élargir l'accès à l'éducation tout en améliorant la qualité**, en intégrant les enjeux de la croissance démographique, du déficit de financement et des impacts des situations d'urgence et de crise.

Cette ambition exige une mobilisation de la communauté internationale pour que davantage de jeunes accèdent à une éducation et à une formation de qualité en adéquation avec les perspectives d'insertion socioprofessionnelle.

Un engagement renouvelé pour ce secteur doit enfin permettre d'**accompagner les mutations** pour en faire un vrai potentiel de développement tout en répondant à une forte demande sociale d'inclusion.

L'ODD 4 VISE À...

« Assurer l'accès de tous à une

éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. »



L'action de la France

Avec en moyenne près de **1,3 milliard d'euros** consacré à l'aide à l'éducation au cours des cinq dernières années, **la France est un acteur historique du secteur.**

Au niveau bilatéral, la France appuie des initiatives structurantes à dimension régionale (ELAN-Afrique, programme PASEC de la CONFEMEN, Pôle de Dakar) et soutient la mise en œuvre des politiques publiques. Dans le secteur de la formation professionnelle, elle a par exemple contribué à l'implantation de partenariats public-privé, ainsi qu'au renforcement et à la mise en réseau des centres sectoriels de formation.

Au niveau multilatéral, elle a contribué à la création du Partenariat mondial pour l'éducation et est le deuxième contributeur au Fonds européen de développement de l'Union européenne, dont l'éducation et la formation sont des priorités. La France participera à l'accroissement du financement international du secteur.

La France dispose d'atouts et avantages comparatifs qui en font **l'un des principaux partenaires bilatéraux du secteur** dans les pays en développement, en particulier dans les pays francophones. Son action repose sur **quatre principes directeurs** :

- lutte contre les inégalités ;
- atténuation des vulnérabilités et accompagnement des capacités de résilience ;
- développement de nouvelles opportunités économiques dans les territoires ;
- accompagnement des mutations liées aux transformations démographique, économique, écologique et technologique.

Axes d'intervention

Dans le secteur de l'éducation, la France **appuie l'accès universel à un socle de compétences fondamentales** autour de trois engagements :

- contribuer à étendre l'accès à l'éducation primaire et jusqu'au premier niveau du secondaire, en particulier pour les enfants vulnérables et les filles (y compris via la lutte contre les violences de genre en milieu scolaire) ;
- améliorer la qualité des apprentissages pour le XXI^e siècle, notamment via l'appui aux politiques plurilingues et les technologies numériques ;
- renforcer la gouvernance des systèmes éducatifs (amélioration de la gestion des finances publiques et des politiques de décentralisation/déconcentration, lutte contre la corruption).

Dans le secteur de la formation, de l'enseignement supérieur et de l'employabilité des jeunes, la France accompagne le développement des compétences et des parcours de formation pour soutenir l'insertion, le développement et une croissance forte, durable et inclusive à travers :

- l'opérationnalisation des politiques publiques de formation notamment sur le segment bac-3/bac+3, la formation agricole et rurale et l'apprentissage traditionnel ;
- la promotion d'un enseignement supérieur contribuant au continuum formation-recherche-innovation ;
- l'accompagnement des processus d'accès et de maintien dans l'emploi et de mobilité sur le marché du travail.

L'expertise française est pleinement mobilisée pour atteindre ces objectifs.

10 DOLLARS

C'est le retour sur investissement pour chaque dollar investi en faveur de l'éducation dans les pays à faible revenu.

Source : Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde

UNE ACTION EXEMPLAIRE D'APPUI À LA JEUNESSE DE DIFFA AU NIGER

La crise économique, humanitaire et sécuritaire affecte particulièrement les jeunes, qui représentent 70 % de la population de la région de Diffa. Ce projet, financé via l'AFD (10 millions d'euros), vise à répondre au sentiment grandissant d'exclusion sociale par une réponse intégrée associant des activités socio-éducatives, de cohésion et d'intégration des populations ; des appuis économiques à moyen terme (travaux à haute intensité de main-d'œuvre) ; et des dispositifs de formation et d'insertion durables et adaptés au contexte local. La mise en œuvre associe un consortium d'ONG, sous le pilotage des contreparties locales, et le Conseil régional de Diffa dont les capacités sont renforcées.

ALLER PLUS LOIN

Le site du MAEDI

www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/education-et-formation-professionnelle/

Rapport mondial de suivi de l'éducation dans le monde

fr.unesco.org/gem-report/

Partenariat mondial pour l'éducation

www.globalpartnership.org/fr

Agence française de développement

www.afd.fr/home

Commission internationale pour le financement des opportunités éducatives dans le monde

educationcommission.org/

© MAEDI 2017

Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international

Direction du développement durable

Sous-direction du développement humain

Réalisation : Direction de la communication et de la presse

Contact : secretariat.dgm-ddd@diplomatie.gouv.fr

Crédit photo : un enseignant interroge ses élèves à l'école Saint-Louis, Kinshasa, République démocratique du Congo © Dominic Chavez/World Bank

Impression : Service reprographie du MAEDI – DIL – La Courneuve



diplomatie.gouv.fr